Vichy

"Chaque jour, un poignard sur la gorge, j'ai lutté contre les exigences de l'ennemi" se défend le maréchal Pétain à son procès après la guerre. Une affirmation démentie par la nature même du régime de Vichy, dictature personnelle et profondément collaborationniste. De fait, la défaite de 1940 permet à Pétain de s’emparer des pleins pouvoirs, et de renverser la IIIème République pour mettre en place un nouveau régime dictatorial, appuyé sur des valeurs mêlant réaction et modernité. C’est ce qu’illustre le document 2, une affiche de propagande du régime de Vichy : d’un côté une maison branlante et misérable représentant la république, de l’autre une maison pimpante fondée sur les nouveaux principes vichystes, et notamment le triptyque « Travail, famille, patrie ». Le document 1 quant à lui est une lettre de Pierre Laval, du 12 mai 1942, adressée au ministre des affaires étrangères allemand Joachim von Ribbentrop, et éditée par P. Limouzin en 1976 dans « Textes et documents d'Histoire », édition Hachette. La missive illustre l’accélération de la politique de collaboration, imposée par un Laval de retour aux affaires sous pression allemande après son limogeage par Pétain.

Ces documents permettent ainsi de s’interroger sur la nature du régime de Vichy, entre tradition et modernité, et sur sa collaboration avec les Allemands. Pour cela on pourra s’intéresser dans un premier temps à la dictature de Philippe Pétain, puis à la Révolution Nationale, avant de se pencher sur la collaboration vichyste.

1. **Une dictature :**
2. **Le rejet de la démocratie parlementaire :**

La maison délabrée et bancale représente clairement la IIIème République. Le régime de Vichy développe en effet une haine du régime qu’ils ont renversé, qui prend ses racines autant dans la vieille droite réactionnaire du 19ème siècle qui n’a jamais accepté la République, incarnée par Pétain, que dans la pensée des ligues d’extrême-droite de l’entre-deux guerres, voire jusqu’au fascisme. Au centre de ce rejet, le « parlementarisme » (doc 2, dans les fondations pourries) : la puissance du parlement et des partis, notamment le parti Radical (« radicalisme », doc 2) au sein de la IIIème République, qui entraînait une instabilité permanente. Plus largement, les parlementaires sont perçus comme « démagogues » (doc 2) et corrompus, comme l’auraient illustré les grands scandales les affaires Stavisky ou Oustric. Au sein de cette détestation, le Front Populaire fait figure de cible préférée, parce que dirigée par la SFIO et les Communistes, et par un Juif, Léon Blum. Les grands procès de Riom illustreront ce rejet de la République parlementaire, en tentant de juger publiquement les grands responsables politiques, Léon Blum en tête.

Cela dit le régime de Vichy va plus loin : il rejette aussi la « démocratie » (doc 2). C’est en effet une dictature personnelle et charismatique que met en place Philippe Pétain, comme le souligne les 5 étoiles du doc 2, qui rappelle son passé de héros de Verdun, et l’incipit du doc 1 « sous la haute autorité du Maréchal Pétain ». Suite à sa nomination en juin 40 comme chef du conseil, puis la signature de l’armistice de Rethondes, Pétain obtient en effet les pleins pouvoirs par un vote à l’assemblée, avant de créer une véritable dictature par les 12 actes constitutionnels qui mettent en place le régime de Vichy. Les trois pouvoirs sont désormais aux mains du maréchal, tandis que les instances démocratiques sont ajournées indéfiniment. Cette prise de pouvoir a lieu notamment grâce à la confiance qu’a su inspirer Pétain, qui se présente comme un sauveur et un héros de la patrie.

1. **La propagande :**

Le doc 2 est clairement une affiche de propagande, présentant le régime vichyste comme parfait face à un régime républicain gangréné et s’écroulant. De fait la propagande bat son plein, dirigée par Paul Marion. Les portraits et les bustes du maréchal investissent l’espace public, jusqu’à la vaisselle à l’image de Pétain. Des fêtes nationales sont instituées ou remises au goût du jour en l’honneur du régime, comme la fête de Jeanne d’Arc ou les nombreuses « fêtes du maréchal ». L’information est verrouillée par le régime, qui interdit les media d’opposition et contrôle ceux qui restent, comme la Radio Nationale, les Actualités cinématographiques et les journaux (un seul, France-Actualité), qui deviennent la voix de Vichy. « L’école » (doc 2) est évidemment un lieu clef de cette propagande : les crucifix reprennent leur place dans les salles de classe, le salut au drapeau est introduit comme le chant en l’honneur de Pétain (« Maréchal nous voilà »), les programmes sont revisités.

1. **Le nationalisme intégral et répression :**

Le nationalisme intégral est l’un des soubassements idéologiques principal du régime de Vichy, comme l’illustre le terme « Patrie » ou les couleurs de la France dans le doc 2, ou encore « Les Français sont liés à leur sol » dans le doc 1. Ce nationalisme fermé, xénophobe et raciste, s’exprime notamment par la politique de répression menée contre l’ « anti-France », terme repris à l’Action Française : les communistes, les juifs, les francs-maçons et les étrangers, comme l’illustrent les fondations du doc 2. Des polices spécifiques aux pleins pouvoirs sont ainsi créées, comme le SPAC contre les communistes ou la Police des Questions Juives pour les juifs. Pour ces derniers l’antisémitisme d’Etat s’exprime dès 1940 par un Statut des Juifs qui leur ferme la plupart des emplois, puis un commissariat aux questions juives de Xavier Vallat qui les fiche et spolie leurs biens. Pour l’ensemble de ses catégories, des camps d’internement sont mis en place, regroupant des dizaines de milliers de personnes dans des conditions difficiles, faisant plus de 3000 morts.

C’est donc bien une dictature personnelle et charismatique, ultra-nationaliste, qui est mise en place par Pétain et Vichy, qui impose rapidement sa « Révolution Nationale ».

1. **Des valeurs réactionnaires : la Révolution nationale.**
2. **La révolution nationale :**

Les valeurs du régime de Vichy sont profondément réactionnaires, opposés aux idées des Lumières. Le terme de « Révolution Nationale » (doc 2) l’illustre parfaitement : il s’agit bien d’une contre-révolution après la Révolution française, pour revenir à un ordre passé. Les valeurs proposées par le régime (« famille, paysan, artisan ») illustrent cette vision passéiste de Pétain et de Vichy, mâtinée cependant d’idées nouvelles liées au fascisme. La « paresse », le « pastis » socle de la France de l’apéritif sont ainsi conspués dans le doc 2, rappel de la politique de loisir et des premiers congés payés proposés par le Front Populaire, et opposés aux valeurs de « courage » et de « travail » (doc 2). L’objectif serait de revitaliser une société française corrompue et fainéante, qui aurait coûté la défaite, pour en faire un seul corps dynamique et revitalisé. La militarisation suggérée à travers les termes de « discipline » et de « légion » ouvre ainsi une fenêtre sur l’influence fasciste, traduite par exemple par les fameux chantiers de Jeunesse paramilitaires.

1. **La famille :**

La famille est l’une des valeurs principales de Vichy, faisant partie du fameux triptyque « Travail, Famille, patrie ». Au centre, la place de la femme est à la maison, comme en témoigne le doc 2, qui montre une femme ouvrant la fenêtre. Sa fonction est d’être mère, dans une perspective réactionnaire et nataliste, et le régime organise sa propagande autour de ce personnage, notamment à travers les célébrations de la fête des mères. Plusieurs mesures sont prises pour inciter les femmes à adopter ce rôle : interdiction de recrutement dans les services publics, prime aux femmes à la maison, augmentation des allocations familiales. Parallèlement une politique de « moralisation » est appliquée, avec entres autres l’interdiction de divorcer avant trois ans de mariage ou la criminalisation de l’adultère, de l’avortement et de l’homosexualité.

1. **Une économie réactionnaire** :

Si le « travail » (doc 2) est la première valeur de Vichy, il est perçu dans une perspective réactionnaire, typique d’une vision totalement passéiste de l’économie et de la société française. Le doc 2 insiste ainsi sur « l’artisanat » et la « paysannerie », au sein d’une économie qui est devenue majoritairement industrielle et urbaine. On a là la vision d’un Pétain et de ses cercles, hommes du XIXème siècle, qui regrettent un Ancien Régime qui ne reviendra jamais. Ainsi Vichy, au-delà de sa « terre qui ne ment pas », porteuse de saines valeurs loin de la corruption urbaine, est aussi l’incarnation d’un refus du « capitalisme » (doc 2), porteur de tous les vices : celui de « l’avarice », de la recherche du profit, de l’individualisme forcené. La vertu serait ainsi dans « l’épargne » modeste, au contraire de l’investissement et de la spéculation du capitaliste. On retrouve d’ailleurs ici autant des valeurs religieuses et morales que sans doute une réaction par rapport à la grande dépression des années 30. C’est donc fort de cette vision que Vichy interdit les syndicats, d’ailleurs forcément bolchéviques, pour tenter de réintroduire les corporations d’Ancien Régime, un échec pourtant. Les comités sociaux qui les remplacèrent furent le plus souvent des coquilles vides. Il est d’ailleurs paradoxal de noter que, derrière ces tentatives, Vichy fut aussi le laboratoire d’idées nouvelles portées par le courant technocratique, et notamment de l’intervention de l’Etat dans l’économie, à travers les CO et l’OCPRI.

C’est donc une véritable révolution conservatrice que met en place le régime de Vichy, qui fut mêlée à des idées bien plus modernes. A l’extérieur, elle eut pour écho une véritable politique de collaboration.

**III- La collaboration :**

1. **Le moment Laval :**

Lorsqu’il rédige sa lettre pour Ribbentrop, Pierre Laval est de retour aux commandes de l’Etat. S’il a déjà pris « la responsabilité de la direction de la politique française » en 1940, il a été limogé par Pétain, qui n’apprécie guère ce pur produit de la IIIème République, avocat de surcroît. Il est cependant imposé de nouveau par les Allemands en 42, qui voit en lui, à raison, l’homme parfait de la collaboration. Les motivations de Laval sont multiples, et notamment une revanche à prendre sur le monde républicain qui l’a limogé de sa place de chef du conseil quelques années plus tôt. Mais il partage aussi ce pacifisme total qu’ont créé les horreurs de la guerre et qui traverse la société française. Il le pousse à s’entendre avec l’Allemagne : « la paix future est gardée par notre entente ». L’idée d’un péril bolchévique imminent, nourri par le souvenir des grandes grèves de 1918-9 et par la rhétorique stalinienne, est aussi un puissant vecteur de son action, comme il l’annonce : « afin de protéger l'Europe d'une bolchevisation » (doc 1). Il perçoit ainsi l’Allemagne comme un vecteur de paix, permettant la création d’une véritable Europe unie capable de répondre au péril communiste et soviétique. Bien entendu, il est aussi proche des idées xénophobes et antisémites du régime nazi. Son retour en 42 annonce dès lors une accélération de la collaboration.

1. **La collaboration :**

Si la collaboration avait été mise en place dès le début de l’occupation, symbolisée par l’entrevue de Montoire et la poignée de main entre Pétain et Hitler, elle était aussi jusque-là en partie subie. Les termes de l’armistice permettaient en effet une exploitation de l’économie française : un tribut de 400 millions de franc-or par jour, soit 30% du PIB français, plus une possibilité d’emprunter sans limite à la Banque de France, et un contrôle des approvisionnements en énergie. En 1943, 40% de la production française va à l’effort de guerre allemand : la France déjà « contribue pour sa part à l’effort » allemand (doc 1). Laval amorce surtout un tournant en proposant « que des Français, aussi nombreux que possible, prennent dans vos usines la place » des soldats allemands » (doc 1). Il pose ainsi les bases du STO, où des classes d’âge entière de français partent en Allemagne pour travailler, plusieurs centaines de milliers de jeunes hommes.

1. **Pour aller plus loin :**

La collaboration ne s’arrêtera pas là, et cette première lettre en amènera bien d’autres. L’Etat, l’administration et notamment la police française et la milice de Darnand s’illustreront dans les dernières années de guerre par une collaboration de tous les instants avec l’occupant nazi, participant notamment à une lutte féroce contre la résistance et au vaste effort de rafles et déportations des juifs. En tout plus de 76.000 juifs furent livrés aux camps d’extermination, illustrée par la tristement fameuse rafle du Vel d’hiv, où les enfants furent raflés avec leurs parents. Peu revinrent.